

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	70 fr.	40 fr.
Etranger } Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	30 fr.
Etranger } Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	40 fr.

Prix du numéro : Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée ; moitié prix ; minimum	20 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1944

- 28 octobre — Ordonnance portant dérogation provisoire aux dispositions de l'article 18 du code de justice militaire pour l'armée de terre. (Arrêté de promulgation No 50 Cab. du 31 janvier 1945) 84
- 2 décembre — Ordonnance portant dérogation temporaire aux dispositions de l'article 27 du code de justice militaire pour l'armée de mer. (Arrêté de promulgation No 50 Cab. du 31 janvier 1945) 84

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945

- 15 janvier — No 134 SE. — Arrêté général fixant la valeur FOB des produits secondaires destinés à l'exportation. 85
- 20 janvier — No 195 s/c-cp. — Arrêté général modifiant le tableau II (Importations) annexé à l'arrêté du 8 septembre 1943 sur la réglementation des prix 85
- 28 janvier — No 317 s/c-cp. — Arrêté général portant rattachement du service du contrôle des prix et stocks à la direction générale des services économiques 86
- Rectificatif à l'arrêté général No 3388 SE. du 15 décembre 1944 fixant la valeur FOB port d'embarquement des produits de la récolte 1944-1945. 85
- Complément à l'instruction du 22 septembre 1943 pour l'application de l'arrêté du 8 septembre 1943, réglementant les prix en A.O.F. 85

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1944

- 5 septembre — No 451 F. — Arrêté portant règlement du compte définitif des recettes et des dépenses du budget local — exercice 1943. 86

1945

- 27 janvier — No 47 AE. — Arrêté relatif à la répartition des marchandises importées sous contrôle administratif pendant le premier semestre 1945. 86
- 27 janvier — No 48 AE./3. — Arrêté prescrivant la déclaration obligatoire des stocks de sucre détenus par le commerce au 31 janvier 1945 et interdisant la vente de cette denrée à partir du 1^{er} février 1945 jusqu'à nouvel ordre 86
- 27 janvier — No 49 AE. — Arrêté fixant le prix des huiles industrielles mises en vente par la maison Eychenne. 87
- 27 janvier — No 31 AE. — Décision fixant la composition de la commission centrale de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance 87
- 31 janvier — No 53 TPT. — Arrêté portant modification de l'article 6 de l'arrêté No 238 APA. du 5 mai 1944, fixant les attributions du Secrétaire général du Togo 87
- 31 janvier — No 54 E. — Arrêté fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du territoire pour l'année 1945 87
- 3 février — No 57 APA. — Arrêté autorisant l'ouverture d'une souscription en faveur de l'œuvre pour l'assistance aux enfants infirmes nécessiteux et fixant la composition du comité local de cette souscription 88

5 février	— No 60 AORO. — Arrêté approuvant le plan de campagne agricole pour 1945 et lui donnant force exécutoire	88
5 février	— No 61 SE. — Arrêté abrogeant l'arrêté No 202 SE. du 15 avril 1944 déclarant infectés de péripneumonie les locaux, enclos et pâturages du canton de Namoudjoga dans lesquels se trouvaient les animaux malades ou contaminés.	88
10 février	— No 68 AE. — Arrêté fixant les prix d'achat du coton pour la campagne 1944-1945	88
Modificatif à l'arrêté No 48 AE./3 du 27 janvier 1945 relatif au recensement des stocks de sucre.		86
Personnel		89
Divers		91

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945

15 janvier	— No 135 P. — Arrêté général fixant la rétribution des personnels auxiliaires des câbles sous-marins de l'ouest africain et des stations intercoloniales de T. S. F.	95
------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Domaines	96
--------------------	----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Code de justice militaire

No 50 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

31 janvier 1945. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1^o — l'ordonnance du 28 octobre 1944 portant dérogation provisoire aux dispositions de l'article 18 du code de justice militaire pour l'armée de terre.

2^o — l'ordonnance du 2 décembre 1944 portant dérogation temporaire aux dispositions de l'article 27 du code de justice militaire pour l'armée de mer.

ORDONNANCE du 28 octobre 1944.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 18 du code de justice militaire;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation aux dispositions de l'article 18 du code de justice militaire, à titre provisoire, et jusqu'à la cessation des hostilités, tous les officiers et sous-officiers ayant participé à une action militaire de guerre ou à une action de résistance au cours de l'occupation ennemie, quel que soit leur âge, peuvent siéger en qualité de juges dans les tribunaux militaires permanents ou les tribunaux militaires aux armées.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 28 octobre 1944.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Garde des sceaux, ministre de la Justice,

François DE MENTHON.

Le Ministre de la Guerre,

André DIETHELM.

ORDONNANCE du 2 décembre 1944.

EXPOSE DES MOTIFS

L'article 27 du code de justice militaire pour l'armée de mer dispose que nul ne peut faire partie d'une juridiction militaire, à un titre quelconque, s'il n'est au moins âgé de 25 ans. Cette condition d'âge est impérative et ne saurait admettre la moindre dérogation en temps normal. Elle est essentiellement inspirée et se justifie par des considérations de pondération de dignité, d'expérience et de connaissances militaires exigées pour tout magistrat.

Toutefois, durant la libération du territoire, de jeunes officiers faisant partie des F.F.I. se sont particulièrement distingués par leur courage, leur esprit de sacrifice, une notion élevée de leur devoir envers la patrie. Ils ont siégé dans les cours martiales et ont donné la preuve qu'ils possédaient les qualités requises pour faire de bons magistrats.

En conséquence, il apparaît opportun de leur ouvrir l'accès des juridictions militaires et de modifier le texte précité.

A cet effet et pour la durée des hostilités, il convient de fixer à 21 ans l'âge minimum des juges des tribunaux maritimes, cet âge étant d'ailleurs celui prévu par le législateur pour l'exercice des droits civiques.

D'autre part, il semble équitable de fixer également les mêmes conditions d'âge en ce qui concerne les officiers mariniers, quartiers-maîtres et matelots qui se sont distingués au cours de la libération et qui seront appelés à faire partie d'une juridiction maritime.

Tel est l'objet de la présente ordonnance.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 27 du code de justice militaire pour l'armée de mer;

Vu le décret du 22 novembre 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation à l'article 27 du code de justice militaire pour l'armée de mer, à titre provisoire et jusqu'à la date légale de cessation des hostilités, tous les officiers, officiers marinières, quartiers-maîtres et matelots, Français ou naturalisés Français, âgés de vingt et un ans accomplis, ayant participé à une action militaire de guerre ou à une action de résistance au cours de l'occupation ennemie, peuvent faire partie d'une juridiction maritime.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française, et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 2 décembre 1944.

Jules JEANNENEY.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre de la marine,

Louis JACQUINOT.

Le Ministre de l'éducation nationale, garde des sceaux, ministre de la justice, par intérim,

René CAPITANT.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Production coloniale

ARRETE N° 134 S. E. du 15 janvier 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F. et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat aux colonies;

Vu l'arrêté 1680 SE. du 3 mai 1943 modifiant l'article 2 de la loi précitée du 14 mars 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur F. O. B. port d'embarquement des produits ci-dessous désignés en provenance de toutes colonies ou territoires et destinés à l'exportation hors de l'A.O.F. est fixée ainsi qu'il suit emballages compris :

	Fr.
1 ^{re} — Peaux de caïmans tannées la tonne	75.500
2 ^{de} — Peaux de serpents tannées (largeur minimum 20 c/m) les 1.000 mètres	66.000
3 ^{de} — Peaux de genettes cervals, civettes tannées les 1.000 peaux	24.150
4 ^{de} — Peaux de chacals tannées les 1.000 peaux	18.150
5 ^{de} — Peaux de panthères tannées les 1.000 peaux	240.900

6 ^{de} — Peaux de singes tannées les 1.000 peaux	28.750
7 ^{de} — Peaux de rats tannées les 1.000 peaux	7.300
8 ^{de} — Peaux d'iguanes ou Warants tannées, largeur minimum 25 c/m les 1.000 peaux	28.700
9 ^{de} — Peaux de biches tannées les 1.000 peaux	24.150

ART. 2. — Les Gouverneurs du Sénégal, de la Mauritanie, du Soudan, de la Guinée Française, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey et du Niger, le Commissaire de la République au Togo et le Gouverneur, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 15 janvier 1945.

P. Le Gouverneur Général en tournée,

Le Gouverneur des Colonies,

Secrétaire Général du Gouvernement Général, chargé de l'expédition des affaires courantes,

Y. DIGO.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 3388 S.E. du 15 décembre 1944 paru au journal officiel du Togo du 16 janvier 1945, page 22.

Au lieu de :

3^{de} — Arachides décortiquées du Soudan.

Exportation en vrac par Dakar 5.200

Lire :

3^{de} — Arachides décortiquées du Soudan.

Exportation en vrac par Dakar 5.220

Le reste de l'arrêté précité sans changement.

Régime des prix

N° 195 S/C CP. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

20 janvier 1945. — Le tableau II (Importations) annexé à l'arrêté du 8 septembre 1943 sur la réglementation des prix est ainsi modifié :

NOMENCLATURE	§ 1 — ALIMENTATION	MINIMUM DE LA REMISE
	Taux limite de Marque brute	
..... Sucres 11,86 5,6

Le présent arrêté aura son effet pour compter du 1^{er} février 1945.

COMPLEMENT à l'instruction du 22 septembre 1943 pour l'application de l'arrêté du 8 septembre 1943, réglementant les prix en A. O. F.

II. — Utilisation des taux limites de marque.

TAUX LIMITE DE MARQUE BRUTE	MULTIPLICATEUR A APPLIQUER AU PRIX DE REVIENT LICITE POUR OBTENIR LA MARGE LIMITE	MULTIPLICATEUR A APPLI- QUER AU PRIX DE REVIENT LICITE POUR OBTENIR DIRECTEMENT LE PRIX DE VENTE LIMITE AU DETAIL
11.86	13.63	1,1363

Service du contrôle des prix et stocks

N° 317 s/c c.p. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

28 janvier 1945. — Le service du contrôle des prix et stocks est rattaché à la Direction générale des services économiques.

Aux articles, 1, 3 et 9 de l'arrêté n° 3109/F. du 30 août 1943, remplacer les mots :

« Direction générale des finances »

par

« Direction générale des services économiques »

et

« Directeur général des finances »

par

« Directeur général des services économiques ».

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Compte définitif**

N° 451 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p.i. pris en conseil d'administration le :

5 septembre 1944. — Le compte définitif des recettes et des dépenses du budget local, pour l'exercice 1943 est arrêté comme suit :

Recouvrements effectués	82.893.137,70
Dépenses effectuées	61.109.267,90
Excédent des Recouvrements sur les Dépenses à verser à la caisse de réserve	21.783.869,80

Approuvé par ordonnance en date du 26 décembre 1944.

Marchandises d'importation

ARRETE N° 47 AE. du 27 janvier 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté 1042 SEC./7 du 8 avril 1944 et l'arrêté 2.611 SE. du 16 septembre 1944 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté 326 AE. du 23 juin 1944;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'attribution des pourcentages dans la répartition des marchandises importées par le Comité du Commerce Extérieur, en application des dispositions des articles 6 et 7 de l'arrêté général n° 1042 du 8 avril 1944 modifié par l'arrêté 2.611 du 16 septembre 1944, sera effectuée pendant le premier semestre 1945 conformément aux dispositions de l'arrêté 326 AE. du 23 juin 1944.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des P.T.T. et dans tous les lieux publics.

Lomé, le 27 janvier 1945

J. NOUTARY.

Sucre

ARRETE N° 48 AE./3 du 27 janvier 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction de dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes subséquents la modifiant ou la complétant;

Vu le radiotélégramme officiel du Gouverneur général en date du 20 janvier 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue obligatoire la déclaration des stocks de sucre détenus par les commerçants au 31 janvier 1945.

Les déclarations devront être adressées dans les 2 heures :

1^{re} — à Lomé, au Bureau Economique;

2^{de} — en brousse, aux chefs de circonscription qui les feront parvenir au Bureau Economique accompagnées des procès-verbaux de vérification.

ART. 2. — La vente du sucre est interdite à partir du 1^{er} février 1945 — jusqu'à nouvel ordre.

ART. 3. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté est rendu applicable immédiatement par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des P.T.T. et dans tous les lieux publics.

Lomé, le 27 janvier 1945.

J. NOUTARY.

MODIFICATIF à l'arrêté n° 48 AE./3 du 27 janvier 1945 relatif du recensement des stocks de sucre.

A Lomé — la déclaration des stocks de sucre est reportée du 31 janvier au 5 février 1945 ; la vente de sucre sera interdite à Lomé du 5 au 7 février 1945 inclus.

Huiles industrielles

ARRETE N° 49 AE. du 27 janvier 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et les textes subséquents la modifiant ou la complétant;

Vu l'avis de la commission des prix;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont autorisés les prix de vente de gros et de détail des huiles industrielles détenues par la maison Eychemme et dont nomenclature suit :

Huile à moteur n° 1617 :

	Frs.
vente en gros, le litre	10,10
vente au détail, le litre	10,50

Huile à moteur n° 1253, huile à moteur Extra Heavy 1254 — huile à engrenage E. P. Gear 1283 — huile à moteur Diesel 1367 — huile à moteur Diesel 1368 :

vente en gros, le litre	13,70
vente au détail, le litre	14,25

Huile à engrenage n° 1395, huile à cylindre n° 1104 :

vente en gros, le litre	10,80
vente au détail, le litre	11,20

Huile à machine n° 1207 :

vente en gros, le litre	10,30
vente au détail, le litre	10,70

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, aux bureaux des P.T.T. et tous lieux publics.

Lomé, le 27 janvier 1945.

J. NOUTARY.

Sociétés indigènes de prévoyance

N° 31 AE. — Par décision du Commissaire de la République au Togo en date du :

27 janvier 1945. — La composition de la commission centrale de surveillance des S.I.P., pour l'année 1945, est fixée comme suit :

M.M. Gaudillot, administrateur en chef des colonies, secrétaire général du Togo *Président*

Le Chef du Bureau des Finances

Le Chef du Bureau Economique

Le Chef du Service de l'Agriculture

Le Chef du Service de l'Elevage

Le Président de la S.I.P. de Lomé

Siaut, président de la chambre de commerce

De Souza Félicio, notable indigène

Ajavon Emmanuel, notable indigène

Membres

Sont abrogées les décisions nos 428 et 704 AE. des 30 juin et 22 novembre 1943.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} février 1945.

Transports administratifs — Productions industrielles

ARRETE N° 53 TPT. du 31 janvier 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 238/APA. du 5 mai 1944 fixant les attributions du Secrétaire général du territoire du Togo;

Vu l'arrêté N° 330 du 10 juin 1938 réglementant les moyens de transports administratifs au Territoire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 6 de l'arrêté n° 238/ APA. du 5 mai 1944 est annulé et remplacé par les articles ci-dessous.

ART. 2. — Le Secrétaire général contrôle l'exécution des transports administratifs appartenant au territoire.

ART. 3. — Le chef du service des Travaux publics :

a) dirige le garage central

b) assure, par délégation du Commissaire de la République les fonctions de chef du groupement et de chef du secteur de répartition pour le fonctionnement de la production industrielle.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

ART. 5. — Le Secrétaire général, le Chef du service des Transports et des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* du territoire.

Lomé, le 31 janvier 1945,

J. NOUTARY.

Enseignement

N° 54 E. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

31 janvier 1945. — Pour l'année scolaire 1945 le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire sont fixés comme suit :

ECOLE PRIMAIRE SUPÉRIEURE (1)

Lomé 3 classes

COURS SUPÉRIEURS (4)

Lomé 1 classe

Anécho 1 classe

Atakpamé 1 classe

Sokodé 1 classe

ÉCOLES RÉGIONALES (9)

Lomé (garçons)	6 classes
Lomé (filles)	2 classes
Anécho (garçons)	4 classes
Anécho (filles)	1 classe
Atakpamé	2 classes
Palimé	2 classes
Sokodé	2 classes
Bassari	1 classe
Mango	2 classes

ÉCOLES URBAINES (6)

Lomé	12 classes
Anécho	8 classes
Atakpamé	6 classes
Palimé	4 classes
Sokodé	4 classes
Mango	4 classes

ÉCOLES MÉNAGÈRES (3)

Lomé	4 classes
Anécho	4 classes
Palimé	2 classes

ÉCOLES DE VILLAGE (45)

Cercle de Lomé

Abobo, Gamé, Mission-Tové, Aflao	1 classe par école
----------------------------------	--------------------

Cercle d'Anécho

Achépé, Aklakou, Ameguran, Zoola	1 classe par école
Vogan	2 classes

Cercle du Centre

Kpessi, Kougnohou, Yégué, Amlamé, Tohoun	1 classe par école
Kpadafé, Kouma-Tokpli, Goudévé, Nytoé	1 classe par école
Dayes-Apéyéme, Dayes-Kakpa, Agoü, Akata, Nuatja, Anié	2 classes par école

Cercle de Sokodé

Kabou, Guérin-Kouka, Parataou, Tchamba, Kouméa, Niamtougou, Djabatauré, Cambolé, Bafilo, Djandé, Dako, Pagouda, Agoulou	1 classe par école
Bassari, Lama-Kara	2 classes par école

Cercle de Mango

Nakitindi-Laré, Kandé, Bidjenga, Nano, Korbongou	1 classe par école
Dapango	2 classes

Œuvre pour l'assistance
aux enfants infirmes nécessiteux

ARRETE N° 57 APA. du 3 février 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les télégrammes N° 4 Cab. du 6 janvier 1945 et N° C. 4 du 29 janvier 1945 du Haut-Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée dans le territoire du Togo, l'ouverture d'une souscription en faveur de l'Œuvre pour l'assistance aux enfants infirmes nécessiteux sous le haut patronage de Madame De GAULLE.

La souscription sera close fin février 1945.

ART. 2. — Il est institué à Lomé, un comité local de la souscription, composé ainsi qu'il suit :

M. M. Gaudillot, Secrétaire général *Président*Médecin-Colonel Le Gac, chargé des
Affaires courantes de la Direction
locale du service de santé et délégué
colonial ad hoc du Comité local
de la Croix-Rouge Française
Piquelin, vice-président de la Section
locale de l'Association des Anciens
CombattantsSaint-Criq, vice-président du Comité
local de la Croix-Rouge Française
André, administrateur-Maire de Lomé
Félicio de Souza, notable

Membres

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 février 1945.

Pour le Commissaire de la République en tournée,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires courantes
et urgentes,
H. GAUDILLOT.

Plan de campagne agricole

N° 60 AGRO. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

5 février 1945. — Est approuvé le plan de campagne agricole pour 1945 dont les dispositions reçoivent force exécutoire.

Péripleumonie bovine

N° 61 SE. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

5 février 1945. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 202 s/E du 15 avril 1944 déclarant infectés de péripleumonie les locaux, enclos et pâturages du canton de Namoudjoga dans lesquels se trouvaient les animaux malades ou contaminés.

Colon

ARRETE N° 68 AE. du 10 février 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le T. O. 351-sep. du 24 octobre 1944 du Gouverneur général;

Vu la lettre n° 18 du 27 janvier 1945 du Président de la Chambre de commerce;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne d'achat du coton de la récolte 1944-1945 est ouverte pour compter du 1^{er} mars 1945 dans tout le territoire.

ART. 2. — Les prix minima d'achat du coton aux producteurs sont fixés ainsi qu'il suit, étant entendu que ces prix s'appliquent aux cotons de toute provenance du territoire.

Atakpamé	3.200 francs
Environnant Atakpamé	3.075 —
Anié	3.135 —
Environnant Anié (Nyamassila compris)	3.010 —
Kpessi	2.935 —
Moréta	2.880 —
Yébou-Yébou	2.870 —
Agbandi	2.865 —
Gare Pagala	3.041 —
Langabou	2.886 —
Nuatja	3.071 —
Environnant Nuatja (Tététou et au-delà exclus)	2.946 —
Tététou	2.876 —
Tohoum	2.801 —
Tado	2.721 —
Anécho	3.109 —
Palimé	2.999 —
Environnant Palimé	2.874 —
Agou	3.021 —
Environnant Agou	2.896 —
Gare Blitta	3.014 —
Tchébébé	2.914 —
Tigbada	2.879 —
Ayengré	2.784 —
Djabatauré	2.849 —
Kaniambois	2.814 —
Aou-Colonaboïs	2.744 —
Yaré-Yaré	2.689 —
Lamatessi-Batchang	2.664 —
Kasséna	2.644 —
Sokodé	2.584 —
Tchamba	2.414 —
Lama-Kara	2.224 —
Bassari	2.284 —

ART. 3. — Les prix dans les centres non énumérés ci-dessus seront fixés par les chefs de circonscription compte tenu des transports routiers décomptés à raison de 5 francs la tonne kilométrique.

ART. 4. — En cas d'achat par les S.I.P. les prix minima de revente au commerce seront ceux indiqués ci-dessus majorés de 175 francs; si les S.I.P. prêtent les emballages elles bénéficient en outre de 100 francs par tonne pour l'amortissement de la sacherie.

ART. 5. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 février 1945.

J. NOUTARY.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Affectations

Par arrêtés du Gouverneur général de l'A.O.F. en date des :

17 janvier 1945. — Les fonctionnaires récemment arrivés reçoivent les affectations suivantes :
M.M.

Petit-Laurent Jean, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies, nouvellement agréé, est mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo;

Appia, adjoint stagiaire des services civils, nouvellement agréé, est mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo;

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

20 janvier 1945. — Les officiers du corps de santé colonial dont les noms suivent, désignés pour continuer leurs services en A.O.F. (cadres), embarqués sur le vapeur « Marrakech », arrivés à Dakar le 15 janvier 1945, sont placés hors-cadres pour compter du 30 décembre 1944, date de leur départ de France, et reçoivent les affectations suivantes :
M.M.

Bouexel (Edouard) médecin-lieutenant des T.C., Togo, en remplacement numérique du médecin-commandant Poix, rapatriable au titre de la relève.

L'entretien complet de ces officiers incombera aux budgets employeurs à compter du 30 décembre.

Titularisations

Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

19 janvier 1945. — Les médecins auxiliaires de 3^e cl. stagiaires ou surnuméraires du cadre de l'A.O.F., dont les noms suivent, qui ont terminé leur année de stage réglementaire, sont titularisés dans leur emploi :

Date d'expiration du stage

Trenou Rodolphe, 2 septembre 1943,

Ohin Alexandre, 6 septembre 1944.

Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

19 janvier 1945. — Les sages-femmes auxiliaires de 3^e classe stagiaires du cadre de l'A.O.F., dont les noms suivent, qui ont terminé leur année de stage réglementaire, sont titularisées dans leur emploi :

Date d'expiration du stage

Julie Koukoui, 13 novembre 1944.

Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

24 janvier 1945. — M. Savi de Tové, John, Bruno,

est titularisé comme commis de 6^e classe du cadre commun secondaire des services financiers à compter du 11 décembre 1944.

Reclassements

Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

24 janvier 1945. — Les agents du cadre commun secondaire des services financiers de l'A.O.F. sont reclassés dans le nouveau cadre aux grades, classes et avec les anciennetés indiquées par le tableau ci-dessous.

GRADE	CLASSE	NOM	COLONIE	ANCIENNETÉ CONSERVÉE au 1.11.44	R. S. M.	OBSERVATIONS
Stagiaires et Surnuméraires		Savi de TOVÉ Bruno	Togo	25.11.43		

Le présent arrêté portera effet pour compter du 1^{er} novembre 1944.

Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

26 janvier 1945. — Les commis expéditionnaires appartenant à l'ancien cadre spécial du Gouvernement

général, sont reclassés comme suit dans le cadre commun secondaire des services administratifs de l'A.O.F. à compter du 1^{er} novembre 1944;

NOMS ET PRÉNOMS	AFFECTATIONS	GRADE	CLASSE	ANCIENNETÉ AU 1.11.44	
				Ancienneté civile	Services militaires
DOSSEH André Michel	Togo	Commis-adjt.	5 ^e classe	2 a 7 m 15 j.	
MENSAH Emmanuel	Togo	Commis adjt.	5 ^e classe	1 a 10 m 12 j.	

Les commis expéditionnaires stagiaires ou surnuméraires du cadre spécial du Gouvernement général, sont incorporés dans le cadre commun secondaire des services administratifs de l'A.O.F. tout en conservant l'ancienneté qu'ils avaient dans leur cadre d'origine.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Nominations — Affectations

Par décision N° 38 P. du :

2 février 1945. — M. Petit Guy, instituteur de 4^e cl. du cadre métropolitain, nouvellement détaché au Togo et arrivé au Territoire le 29 janvier 1945; est nommé

directeur du cours normal de moniteurs d'Atakpamé. M. Buisson André, instituteur de 4^e classe du cadre métropolitain, nouvellement détaché au Togo et arrivé au Territoire le 29 janvier 1945, est affecté à l'école primaire supérieure de Lomé.

Par décision N° 42 P. du :

6 février 1945. — M. Lauga Emilien, chef de gare après 66 mois des Chemins de fer de l'A.O.F., nouvellement affecté au Togo et arrivé au Territoire le 29 janvier 1945, est mis à la disposition du directeur du réseau des C.F.T. et du wharf pour servir en qualité de maître du wharf, en remplacement de M. Lugan Jean, chef de gare hors classe des C.F.T., en instance de rapatriement.

M. Lauga est en outre nommé sous-agent de la santé pour l'arraisonnement des navires.

Par décision N° 43 P. du :

6 février 1945. — Le médecin-lieutenant des Troupes Coloniales Bouxell Edouard, nouvellement mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo, est affecté à la subdivision sanitaire d'Anécho, en remplacement du médecin-commandant Poix, en instance de rapatriement.

Détachement

Par arrêté N° 66 P. du :

9 février 1945. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 248/P. du 15 mai 1944 plaçant en service détaché dans la position de congé hors cadres et sans solde pour une durée de trois ans pour servir à Madagascar, M. Réhart Adolphe, commissaire principal de 1^{re} cl. du cadre local de la Police du Togo.

M. Réhart Adolphe, commissaire principal de 1^{re} cl. du cadre local de la Police du Togo, actuellement en congé à Alger, est placé en service détaché dans la position de congé hors cadres et sans solde pour une durée de deux ans pour servir à la Direction Générale des Etudes et Recherches de la Présidence du Gouvernement Provisoire de la République Française.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nominations — Affectations

Par arrêté N° 67 P. du :

9 février 1945. — Sont admis dans le cadre local indigène du Togo, en qualité de commis d'administration stagiaires (1^{er} échelon) :

Agba Marcel, commis journalier, en service à Lama-Kara;

Amouzou Fosta Clément, dactylographe journalier, en service au bureau de l'enseignement.

Ces agents conservent leur affectation actuelle.

Mutation

Par décision N° 35 P. du :

31 janvier 1945. — Le commis hors classe des P.T.T. Wilson Michel, en service à Lomé, est mis à la disposition du commandant du cercle de Sokodé pour servir au bureau des Postes de Bassari, en remplacement du commis de 4^e classe Amaïzo Kouévi.

Le commis de 4^e classe des P.T.T. Amaïzo Kouévi, en service à Bassari, est affecté à la Recette Principale de Lomé (service de nuit).

Rétrogradation

Par arrêté N° 51 P. du :

31 janvier 1945. — Le chef de train de 5^e classe du cadre local indigène des Chemins de fer du Togo. Folikoué Robert, en service à Lomé, est rétrogradé à la 6^e classe de son grade pour mauvaise manière habituelle de servir.

Licenciement

Par arrêté N° 56 P. du :

2 février 1945. — Sont licenciés du cadre local des

Chemins de Fer, pour mauvaise manière de servir : Agboton Barthélémy, chef d'équipe de 4^e classe stagiaire, en service à Lomé;

Cadiry Adam, ouvrier stagiaire, en service à Lomé.

Agents auxiliaires

Nominations

Par décision N° 34 P. du :

27 janvier 1945. — Le nommé Blouktor Emmanuel est engagé, pour compter du 1^{er} février 1945, en qualité d'aide-dactylographe auxiliaire échelle 1 échelon 3.

Il est mis à la disposition de l'Administrateur-Maire de la commune mixte de Lomé pour servir au commissariat de police.

Par décision N° 37 P. du :

31 janvier 1945. — Mlle Tèvi Christine, monitrice suppléante, en service à l'école régionale d'Anécho, est engagée en qualité de monitrice auxiliaire échelle 2 échelon 4, pour compter du 25 février 1945.

Elle est maintenue à la disposition du commandant du cercle d'Anécho.

Prime de fin d'engagement

Par arrêté N° 65 TPT. du :

8 février 1945. — Est allouée à l'agent auxiliaire De Médeiros Ignacio, démissionnaire de son emploi à compter du 13 février 1945, la somme de Neuf mille cinq cent soixante cinq francs (9.565) à titre de prime de fin d'engagement, calculée suivant C de l'article 1^{er} de l'arrêté général N° 3559 du 7 octobre 1943.

La dépense correspondante est imputable au budget annexe du Réseau du Chemin de Fer du Togo. Chapitre 1^{er} bis.

DIVERS

Associations

Par arrêté N° 55 APA. du :

2 février 1945. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « Mutuelle Dahoméenne de Palimé » dont le siège est fixé à Palimé.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Par arrêté N° 62 APA. du :

5 février 1945. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « Adjoha » dont le siège est à Glidji (cercle d'Anécho).

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Budget annexe du C. F. T. et du wharf

Sous-ordonnateur

Par arrêté N° 52 CFT. du :

31 janvier 1945. — M. Prunet Jacques, ingénieur principal des Travaux publics des colonies, directeur du réseau du Togo, est nommé sous-ordonnateur du budget annexe du Chemin de Fer et du wharf, dans les

conditions de l'article 105 du décret du 30 décembre 1912, pour compter du 1^{er} janvier 1945.

Commission

Par décision N° 40 F. du :
3 février 1945. — Une commission composée de :
M. Sanson Pierre, administrateur des colonies, chef
du Bureau des Finances, délégué du Commissaire de
la République *Président*
M.M. Laporte, payeur de 3^e classe, délégué
du trésorier-payeur, *Membres*
Obedey Robert, comptable des Tra-
vaux publics, chargé de la section
apurement,
Hazoumé Léon, commis d'administra-
tion auxiliaire,
Anthony Jacques, commis auxiliaire,
se réunira sur convocation de son président, dans le
caveau du Trésor, pour procéder à la réception d'un
envoi de fonds de 500.000 francs en jetons métalliques
de 1 franc et 0 fr.50 effectué par la Trésorerie géné-
rale de l'A.O.F. et arrivé au Territoire le 29 janvier
1945.

La commission dressera procès-verbal de ses constatations en quatre exemplaires.

Indemnités

Par décision N° 33 F. du :
27 janvier 1945. — Les indemnités forfaitaires prévues à l'annexe à l'arrêté N° 70 F. du 5 février 1944 (Parag. a) (service météorologique) sont accordées pour l'année 1945 aux observateurs météorologistes ci-après :

Palimé : le médecin-chef de la subdivision sanitaire.
Klouto : le préposé, chef du poste des douanes.
Nuâtja : le secrétaire du chef de canton.
Pagouda : le médecin-chef de la subdivision sanitaire.

Bassari : le chef de la subdivision administrative.
Anécho : l'agent spécial.
Aklakou : le maître indigène chargé de l'école officielle.

Daye-Kakpa : le maître indigène chargé de l'école officielle.

Amlamé : le maître indigène chargé de l'école officielle.

Kpéssi : le maître indigène chargé de l'école officielle.

Lama-Kara : le maître indigène chargé de l'école officielle.

Yégué : le maître indigène chargé de l'école officielle.

Mission-Tové : le maître indigène chargé de l'école officielle.

Kpélé-Goudévé : le maître indigène chargé de l'école officielle.

Okou : le maître indigène chargé de l'école officielle.

Guérin-Kouka : le maître indigène chargé de l'école officielle.

Kandé : le maître indigène chargé de l'école officielle.

Dapango : le maître indigène chargé de l'école officielle.

Tchamba : le maître indigène chargé de l'école officielle.

Tsévié : l'aide-médecin indigène chargé du dispensaire.

Atitogon : l'infirmier indigène.

Tabligbo : l'infirmier indigène.

Tchékpo-Dédékpô : l'infirmier indigène.

Assahoun : le chef de gare indigène.

Agbélouvé : le chef de gare indigène.

Blitta : le chef de gare indigène.

Glékové : le chef de gare indigène.

Togblékové : l'agent forestier indigène.

L'indemnité forfaitaire prévue à l'annexe à l'arrêté N° 70 F. du 5 février 1944, (Parag. c) est accordée pour l'année 1945 à l'observateur météorologiste ci-après :

Alédjo : le révérend père, chef de la Mission Catholique.

La présente décision, qui abroge la précédente, aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1945.

Interdictions de séjour — Résidence obligatoire

Par arrêté N° 59 APA. du :

3 février 1945. — Le séjour dans le territoire du Togo est interdit, pendant une durée de 5 ans, pour compter du 18 janvier 1945, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Guaba Foloba, de la prison de Mango, âgé de 28 ans environ, né à Wargai (cercle de Tenkodo-Côte d'Ivoire), fils de Foloba et de Yamba, cultivateur domicilié à Bagnameka, canton de Kantindi (cercle de Mango), condamné, pour vol qualifié, à 2 ans de prison et 5 ans d'interdiction de séjour, par jugement du 24 avril 1943 du tribunal de 2^e degré de Mango.

Le séjour dans le territoire du Togo est interdit, pendant une durée de 5 ans, pour compter du 27 août 1945, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Amouzou Jean Afantchao, de la prison de Mango, âgé de 27 ans environ, né à Agoué (Dahomey), fils de feu Amouzou et de feu Akouéba, sans profession, domicilié à Lomé, condamné 1^o à deux ans de prison, pour vol de marchandises et d'espèces 2^o à trois ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour pour vol d'espèces par jugement du tribunal correctionnel de Lomé en date du 16 octobre 1935 3^o à cinq ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour pour vol en bande avec effraction la nuit dans une maison habitée par jugement du tribunal criminel de Lomé en date du 27 novembre 1935, (cumul de peine).

Par arrêté N° 58 APA. du :

3 février 1945. — Le nommé Koudadjé Albert Liassidji, détenu à la prison de Mango, âgé de 30 ans environ né vers 1915 à Lomé, fils de feu Koudadjé et de Yomébou, chauffeur domicilié à Lomé, condamné 1^o à 5 ans de prison et 5 ans d'interdiction de séjour pour vol de diverses marchandises et d'espèces, 2^o à 5 ans de prison pour vol d'espèces, par jugement du tribu-

nal correctionnel de Lomé en date du 10 octobre 1935, 3^e) à 10 ans de prison et 10 ans d'interdiction de séjour pour vol en bande avec effraction la nuit dans une maison habitée, par jugement du tribunal criminel de Lomé en date du 27 novembre 1935 (confusion de peine), est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle de Sokodé, pour une durée de 10 ans, pour compter du 24 août 1945, date d'expiration de sa peine de prison.

Le nommé Alotcho Antoine, détenu à la prison de Mango, âgé de 44 ans environ né vers 1896 à Ekpoé (cercle d'Anécho), fils de feu Akouton et de Ayatouhounssi, acheteur de produits, domicilié à Badou (cercle d'Atakpamé), condamné à 5 ans de réclusion et 5 ans d'interdiction de séjour pour fabrication et émis-

sion de fausses monnaies métalliques françaises et étrangères, par arrêt du 9 septembre 1941 de la cour d'Assises du Togo, est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle de Sokodé, pendant une durée de 5 ans, pour compter du 28 février 1945, date d'expiration de sa peine de prison.

Rôles

Par arrêté n° 63 C. D. du :

7 février 1945. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires exercices 1944 et 1945 ci-après s'élevant à la somme de : Quatorze Millions Six Cent Cinquante Neuf Mille Cinq Cent Quarante Francs.

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1944				
194	Lomé C. M.	Licences	3.100,—	58.326,—
195	—	Taxe sur armes de traite	136,—	
196	—	Taxe sur les bicyclettes	50.850,—	
197	—	Taxe sur les chiens	4.240,—	
198	Lomé Subd.	Patentes	8.400,—	13.378,—
199	—	Licences	800,—	
200	—	Taxe sur armes de traite	1.448,—	
201	—	Taxe sur les bicyclettes	2.730,—	
202	Tsévié	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 235,— Contribution exceptionnelle 45,— Rachat des prestations (indigènes) 80,—	360,—	18.230,—
203	—	Patentes	8.780,—	
204	—	Patentes	7.360,—	
205	—	Patentes	600,—	
206	—	Licences	400,—	119.530,—
207	—	Taxe sur armes perfectionnées	40,—	
208	—	Taxe sur les bicyclettes	600,—	
209	—	Taxe sur les bicyclettes	90,—	
210	Anécho	Patentes	85.855,—	44.393,—
211	—	Patentes	33.675,—	
212	Klouto	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 5.395,— Contribution exceptionnelle 1.060,— Rachat des prestations (indigènes) 1.640,—	8.095,—	
213	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 9.070,— Contribution exceptionnelle 2.020,—	11.090,—	
214	—	Patentes	17.025,—	51.812,—
215	—	Licences	500,—	
216	—	Taxe sur armes perfectionnées	40,—	
217	—	Taxe sur armes de traite	6.728,—	
218	—	Taxe sur les bicyclettes	870,—	51.812,—
219	—	Rachat des prestations (indigènes)	45,—	
220	Sokodé	Taxe sur armes perfectionnées	260,—	
221	—	Taxe sur armes de traite	312,—	
222	—	Valeur des prestations en nature	51.240,—	305.669,—
223	Lama-Kara	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 100,— Contribution exceptionnelle 20,— Rachat des prestations (indigènes) 40,—	160,—	
à reporter			160,—	

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>report</i>	160,—	305.669,—
224	Lama-Kara	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	750,—	
		Contribution exceptionnelle	125,—	
		Rachat des prestations (indigènes)	600,—	1.475,—
225	—	Impôt sur la population flottante	2.850,—	
		Contribution exceptionnelle	570,—	3.420,—
226	—	Patentes	4.465,—	
227	—	Licences	50,—	
228	—	Taxe sur armes perfectionnées	20,—	
229	—	Taxe sur armes non perfectionnées	56,—	
230	—	Taxe sur les bicyclettes	780,—	10.426,—
231	Bassari	Impôt sur la population flottante	3.200,—	
231 ^{bis}	—	Contribution exceptionnelle	640,—	3.840,—
		TOTAL EXERCICE 1944		319.935,—
		Exercice 1945		
1	Lomé C. M.	Impôt personnel (taxe fixe)	51.100,—	
		Taxe vicinale	14.600,—	
		Contribution exceptionnelle	8.760,—	74.460,—
2	—	Impôt personnel (taxe fixe)	259.000,—	
		Taxe vicinale	74.000,—	
		Contribution exceptionnelle	44.400,—	377.400,—
3	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	177.600,—	
		Taxe vicinale	58.835,—	
		Contribution exceptionnelle	28.805,—	265.240,—
4	—	Taxe sur armes perfectionnées	280,—	
5	—	Taxe sur armes perfectionnées	1.840,—	719.220,—
6	Lomé Subd.	Impôt personnel (taxe fixe)	1.750,—	
		Taxe vicinale	500,—	
		Contribution exceptionnelle	300,—	2.550,—
7	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	7.600,—	
		Taxe vicinale	2.775,—	
		Contribution exceptionnelle	1.225,—	11.600,—
8	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	567.000,—	
		Taxe vicinale	162.000,—	
		Contribution exceptionnelle	81.000,—	810.000,—
9	—	Taxe sur armes perfectionnées	80,—	824.230,—
10	Tsévié	Impôt personnel (taxe fixe)	23.450,—	
		Taxe vicinale	6.700,—	
		Contribution exceptionnelle	4.020,—	
		Taxe sur armes perfectionnées	60,—	34.230,—
10 ^{bis}	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	43.100,—	
		Taxe vicinale	13.960,—	
		Contribution exceptionnelle	6.690,—	
		Taxe sur armes perfectionnées	100,—	63.850,—
11	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	1.672.965,—	
		Contribution exceptionnelle	238.995,—	
		Taxe vicinale	477.990,—	2.389.950,—
		<i>à reporter</i>		4.031.480,—

Nos DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>report</i>		4.031.480,—
12	Anécho	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 4.687.170,— Contribution exceptionnelle. 611.370,— Taxe vicinale 1.425.530,—	6.725.070,—	
13	—	Taxe sur armes perfectionnées	700,—	6.725.770,—
14	Klouto	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 1.256.235,— Contribution exceptionnelle. 180.720,— Taxe vicinale 476.050,—	1.913.005,—	1.913.005,—
15	Sokodé	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 890.320,— Contribution exceptionnelle. 222.580,— Taxe vicinale 556.450,—	1.669.350,—	1.669.350,—
		TOTAL EXERCICE 1945		14.339.605,—
		REPORT DU TOTAL EXERCICE 1944		319.935,—
		TOTAL GÉNÉRAL		14.659.540,—

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 9 février 1945.

Subventions

Par décision N° 30 E. du :

26 janvier 1945. — Pour le quatrième trimestre 1944, les subventions suivantes sont accordées aux établissements de l'enseignement privé ci-dessous désignés afin de contribuer à couvrir leurs dépenses de personnel, de matériel, d'outillage, d'enseignement professionnel, manuel ou agricole et de fournitures scolaires:

	Fr.
Mission Catholique	228.608
Mission Evangélique	50.850
Mission Méthodiste	6.900

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Personnel

ARRETE N° 135 P. du 15 janvier 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F., et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 17 mai 1922 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des cadres de l'A.O.F.;

Vu les arrêtés des 7 octobre 1943 et du 6 décembre 1944 fixant les traitements du personnel des cadres communs secondaires des transmissions et du personnel auxiliaire;

Vu le décret du 11 mai 1944 portant organisation et fixant le mode de fonctionnement des stations de câbles sous-marins et des stations intercoloniales de T.S.F. (promulgué par arrêté du 17 juin 1944);

Vu le décret du 28 août 1944 portant modification du décret du 14 août 1938 relatif aux conditions de rétribution du personnel indigène des câbles sous-marins de l'Ouest et de l'Est Africains et étendant ces mêmes conditions au personnel auxiliaire des câbles sous-marins et des stations intercoloniales de T.S.F., promulgué en A.O.F. par arrêté du 20 octobre 1944);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La hiérarchie des personnels des télégraphistes auxiliaires des câbles sous-marins et des opérateurs radiotélégraphistes auxiliaires et mécaniciens-radio auxiliaires des stations intercoloniales de T.S.F., et la rétribution de ces personnels sont fixées conformément au tableau ci-après :

GRADE	CLASSE	SOLDE ANNUELLE		Catégorie
		à compter du 1 ^{er} janvier 1944	à compter du 1 ^{er} novembre 1944	
Principal . . .	1 ^{ère}	28.000	37.000	7 ^{ème}
	2 ^{ème}	25.000	35.000	
	3 ^{ème}	22.500	33.000	
Ordinaires . . .	1 ^{ère}	22.000	31.000	8 ^{ème}
	2 ^{ème}	20.000	30.000	
Adjoints	H. C.	—	29.000	9 ^{ème}
	1 ^{ère}	19.500	26.000	
	2 ^{ème}	18.500	24.500	
	3 ^{ème}	17.750	23.000	
	4 ^{ème}	16.000	21.500	
Stagiaires et . .	5 ^{ème}	13.950	20.000	
	6 ^{ème}	11.600	18.500	
Elevés	1 ^{er} échelon	10.000	15.000	9 ^{ème}
	2 ^e échelon	8.000	12.000	

Le personnel des télégraphistes auxiliaires des câbles sous-marins de l'Ouest-Africain, des opérateurs-radiotélégraphistes auxiliaires et mécaniciens-radio auxiliaires des stations intercoloniales de T.S.F. bénéficie en outre des mêmes allocations ou indemnités

que le personnel du cadre commun secondaire des Transmissions auquel il est assimilé.

ART. 2. — La classification et le salaire mensuel du personnel des plantons des câbles sous-marins de l'Ouest Africain et des stations intercoloniales de T.S.F. sont déterminés par le tableau suivant :

ECHELLES	ECHELONS							
	1 ^{er}		2 ^{ème}		3 ^{ème}		4 ^{ème}	
	à compter du 1-1-44	à compter du 1-11-44	à compter du 1-1-44	à compter du 1-11-44	à compter du 1-1-44	à compter du 1-11-44	à compter du 1-1-44	à compter du 1-11-44
I	840	1.092	870	1.131	900	1.170	930	1.209
II	990	1.287	1.050	1.365	1.110	1.443	1.170	1.521
III	1.230	1.599	1.290	1.677	1.350	1.755	1.410	1.833

Le salaire mensuel ci-dessus, alloué au personnel des plantons des câbles sous-marins de l'Ouest Africain et des Stations Intercoloniales de T.S.F. est exclusif de toutes indemnités autres que celles qui sont accordées pour heures supplémentaires, travail de nuit et déplacement et dont bénéficie le personnel des plantons des colonies où les intéressés se trouvent en service.

ART. 3. — Dans chaque station le classement des personnels visés aux articles 1 et 2 sera effectué sur proposition du chef de station par le Gouverneur de la colonie sur le territoire de laquelle est située la station considérée.

ART. 4. — Le personnel auxiliaire en service dans les stations des câbles sous-marins de l'Ouest-africain et dans les stations intercoloniales de T.S.F., non désigné dans le présent arrêté, sera rétribué au taux des salaires pratiqués dans le commerce et l'industrie.

ART. 5. — Les Gouverneurs des colonies intéressées, le Gouverneur des colonies, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, le Commissaire de la République au Togo, le Directeur des câbles sous-marins de l'Ouest-Africain et le Directeur des Transmissions de l'A.O.F. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 15 janvier 1945.

Pour le Gouverneur général en tournée
Le Gouverneur des Colonies,
Secrétaire général du Gouvernement général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,

Y. DIGO.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

DOMAINES

Avia de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, à la main du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avia, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1295, déposé le 6 février 1945 le sieur Simons de Fanti Emmanuel Kwesi Nyamibekyre, profession d'employé de commerce chez Eychenne, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 7 ares 60 centiares environ situé à Lomé, quartier Nyekonakpoé, cercle de Lomé, borné au nord par terrain à Kubevi Aho, à l'est par terrain à Deganus, au sud par terrain à Kubevi Aho, à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le Conservateur de la propriété foncière p. l.,
BERLIE.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier

Le vendredi 23 février 1945 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nuatja, quartier Agbaladomé, cercle du centre, consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, portant des bâtiments à usage d'école, d'une contenance de 75 ares 30 centiares, connu sous le nom de Station Administrative de Nuatja, borné au nord par un passage le séparant du terrain de la Mission Catholique, à l'est par une rue, au sud par un terrain domanial, à l'ouest par une rue et le quartier Agbaladomé, dont l'immatriculation a été demandée par le Receveur des domaines, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme représentant du territoire du Togo suivant réquisition du 18 novembre 1944, n° 1286.

Le lundi 26 février 1945 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier Amoutivé, cercle de Lomé consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 16 ares 60 centiares, borné au nord par la route de Bè, à l'est par terrain à Agbové, au sud et à l'ouest par terrain à Adjallé, dont l'immatriculation a été demandée par Monseigneur Cessou Jean-Marie, Vicaire Apostolique de Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de président du conseil d'administration de la Mission Catholique de Lomé suivant réquisition du 20 novembre 1944, n° 1287.

Le jeudi 15 mars 1945 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida, cercle de Lomé consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, traversé par la voie-ferrée Lomé-Anécho d'une contenance de 65 ares 71 centiares, borné au nord, à l'est et au sud par terrain à Gassu, à l'ouest par la route vers la plage, dont l'immatriculation a été demandée par Monseigneur Jean-Marie, Vicaire Apostolique de Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de président du conseil d'administration de la Mission Catholique de Lomé suivant réquisition du 29 novembre 1944, n° 1289.

Le vendredi 23 mars 1945 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, quartier Gnagna, cercle du centre consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, sur lequel se trouvent quelques cultures vivrières saisonnières d'une contenance de 4 hectares 28 ares et 42 centiares, borné à l'est par Amoudji, au sud par Atchou Iglila, à l'ouest par Atchou Iglila et au nord par l'immeuble objet du titre foncier n° 68 d'Atakpamé appartenant à la Mission Evangélique, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Djobo, cultivateur, demeurant et domicilié à Atakpamé-Gnagna, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 23 novembre 1944, n° 1288.

Le Conservateur de la propriété foncière p. l.,
BERLIE.